

ISDND MAILLET VILLENUE (03)



**Aménagement d'une plateforme de broyage
de déchets de bois**

Etat actuel du site et description du projet

octobre 2022

Sommaire

1. Identification du demandeur	2
2. Objet de la demande.....	4
A - Contexte administratif	4
B - Modifications envisagées sur le site	5
- Rubrique de la nomenclature concernée	5
- Nature, Quantité et Origine des déchets concernés par le projet	6
C - Compatibilité avec le SRADDET	6

Annexe : Extrait décision suite à examen au cas par cas

1. Identification du demandeur

Raison sociale du demandeur :

Dénomination de la société :	COVED
Forme juridique :	Société par actions simplifiées
Adresse du siège social :	7 rue du Docteur Lancereaux 75008 PARIS
Qualité du signataire :	Cyril GAGLIARDONE Directeur d'Agences
Personne à contacter :	Jean Mathieu FALLOURD Responsable Exploitation
Téléphone :	06 98 86 77 44
Mail :	Jean-Mathieu.FALLOURD@coved.com

Etablissement :

Adresse :	Lieu-dit Villenue 03190 HAUT-BOCAGE
N° SIRET :	343 403 531 02676
Code APE :	3811 Z

2. Objet de la demande

Dans le cadre de la gestion des déchets de bois de l'Eco-organisme Eco-Mobilier et de nos clients industriels, nous sommes sollicités pour pouvoir broyer sur place ces déchets issus majoritairement du tri des bennes de déchèteries, avant évacuation vers les filières de recyclage.

L'activité de transit, regroupement, tri et broyage de bois est déjà autorisée sur le site. Dans le cadre de cette étude environnementale, nous souhaitons augmenter les capacités de stockage à un instant T de la plateforme de broyage bois et la capacité de broyage journalier.

Ce dossier a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas, qui a donné lieu à la décision n° 2021-UDCAP03-KK-002 en date du 12 août 2022 indiquant que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale (décision jointe en annexe).

A - Contexte administratif

Le site de Villeneuve est autorisé à exercer, entre autres, les activités suivantes :

- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux non inertes
- 2714 (E) : Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de bois, pour une plate-forme de broyage de bois de 1 600 m³ et une aire d'entreposage de bois broyé de 8 000 m³, sous le régime de l'enregistrement.
- 2791 (DC) : Broyage de déchets de bois non dangereux, pour une capacité de 9,5t/jour, sous le régime de la déclaration.

Depuis l'autorisation initiale d'exploiter du 13 novembre 2008, les différentes modifications intervenues sur les évolutions des activités de l'installation sont les suivantes :

- APC du 07/01/2011 :
 - Modification des libellés et capacités des rubriques ICPE suite à la parution du décret n°2010-875 du 26/07/2020.
- APC du 25/07/2011 :
 - Modification du profil de fermeture de la couverture finale
- APC du 07/12/2012 :
 - Rubrique 2714 : Augmentation de la capacité maximum de bois de 600 à 1 600 m³ autorisé
 - Rubrique 2791 : Activité de broyage du bois pour une capacité de 9,5 t/j
- APC du 09/01/2015
 - Mise à jour des rubriques ICPE, mise en place d'une 2^{ème} unité de valorisation énergétique du biogaz
- APC du 30/07/2018 :

- Modification de la répartition des tonnages de l'ISDND
- APC du 01/07/2020 :
 - Rubrique 2714 : Ajout d'une plate-forme de bois broyé de 8 000 m³
- Courrier du 17/06/2021
 - Aménagement d'une zone de tri-transit de déchets d'ameublement

B - Modifications envisagées sur le site

COVED souhaite modifier l'activité de broyage actuellement réalisée, avec l'aménagement d'une zone dédiée et augmenter le tonnage journalier de broyage ainsi que le volume de bois présent à l'instant t sur site.

En effet, l'activité de broyage de bois classée sous la rubrique 2791 est déjà autorisée sur le site pour une quantité de 9,5 t/jour. La capacité du broyeur mobile qui assurera la prestation est de 25 t/h, la puissance installée du broyeur est de 315 kW.

L'activité de broyage se fera par campagne d'une semaine une fois par mois, le tonnage journalier de broyage demandé est de 150 T/j.

- Rubrique de la nomenclature concernée

Cette modification entraîne un changement de régime de la rubrique 2791, qui passe de la Déclaration Contrôlée (DC) au régime de l'Autorisation (A).

Le volume à un instant T de bois sur la plateforme broyage sera au maximum de 3 000 m³.

Au total, le volume de bois maximum susceptible d'être présent sur le site ne dépassera pas les 8 000 m³ déjà autorisés, les 2 activités confondues (relavant des rubriques ICPE 2714 et 2791).

L'activité de broyage n'est pas concernée par la rubrique 3532. En effet, celle-ci concerne la valorisation [...] entraînant un prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération.

La biomasse est envoyée vers des installations de recyclage en panneaux de particule qui n'entrent pas dans la rubrique 3532 et éventuellement vers des installations de combustion (rubrique 2910) et non pas d'incinération (rubrique 2771) conformément à la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement des déchets.

- **Nature, Quantité et Origine des déchets concernés par le projet**

L'activité de broyage concerne les déchets de bois provenant essentiellement des déchèteries et des industriels.

Les déchets de bois reçus sur le site peuvent être de deux classes :

- Bois A : déchets destinés à être valorisés en biomasse ;
- Bois B : déchets destinés à une valorisation matière par exemple en panneaux de particules.

Aucun déchet de bois de classe C, considérés comme des déchets dangereux (pylônes, traverses de chemin de fer etc...), ne sont acceptés sur le site.

Les tonnages actuellement réceptionnés sur site et les déchets susceptibles d'être captés sont les suivants :

Origine	Tonnages actuels	Tonnages Futurs
Dechetteries (Sictom region Montluçonnaise et CC Creuse Confluence)	1 500	
Bois issu du tri des meubles eco-mobilier	1 800	
Déchets de bois industriels Allier (Montluçon)	100	
Déchetteries du Sictom Nord Allier		2 200
Déchets de bois industriels Allier (Moulins)		300
Déchetterie de Cérilly		1 000
Total	3 400	3 500

La plateforme de broyage est donc susceptible de recevoir environ 7 000 t/an de bois (A et B confondus) et d'en stocker 3 000 m³ à un instant t.

C - Compatibilité avec le SRADET

Le SRADET a été approuvé par arrêté préfectoral le 10 avril 2020. Le plan de gestion des déchets comporte les objectifs suivants :

- prévention : avec une stabilisation prévue de la production des déchets, en réduisant la production individuelle pour compenser l'augmentation attendue de la population ;
- valorisation matière : un objectif est fixé à 70% de valorisation sur les déchets non dangereux non inertes à horizon 2031 (54% atteint en 2015) ;

- valorisation énergétique : avec le développement de filière régionale de CSR et la création d'unités de production et de valorisation de ces produits issus des DND
- réduction de la mise en stockage : avec pour objectif une réduction de 30% en 2020 et 50% en 2025 par rapport à 2010

En ce qui concerne les déchets d'éléments d'ameublement ménagers (DEA), l'objectif est de recycler 5 kg/habitant /an supplémentaire de mobilier (soit 41 000 tonnes en 2031).

La hiérarchie des modes de traitement amène à privilégier la valorisation sous forme de matière avant la valorisation sous forme d'énergie.

L'un des objectifs environnementaux est la réduction du transport par le développement de la transformation locale (réduction des émissions de polluants).

Le projet de création d'une plate-forme de traitement du bois pour 15 000 t/an par Coved est mentionné dans les installations nécessaires à créer pour atteindre les objectifs du plan de gestion des déchets.

Elle permettra de limiter les transports par le broyage des matériaux afin d'augmenter la densité des déchets et optimiser ainsi les transports et contribuera à une diminution de l'enfouissement des flux entrants.

Le projet est donc en conformité avec les orientations et objectifs retenus par le Conseil Régional en proposant des filières de traitement concourant à la réduction du recours au stockage.

Annexe : Extrait de la décision suite à examen au cas par cas



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

DÉCISION N° 2021-UDCAP03-KK-002
en date du 12 août 2022
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de l'Allier
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 et notamment le IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n°4264/08 du 13 novembre 2008 autorisant la société COVED à créer et exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Maillet, lieu-dit Villeneuve, modifié par arrêté préfectoral complémentaire n°1655 bis/2020 du 1^{er} juillet 2020 ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2021-UDCAP-03-KK-002 déposée et complétée les 24 janvier 2022, 15 avril 2022, 25 mai 2022, 8 juin 2022 et le 11 juillet 2022 par la société COVED et publiés sur le site Internet de la Préfecture de l'Allier ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant les caractéristiques particulières de la demande d'extension qui consiste :

- à augmenter l'activité de broyage de déchets de bois de 9,5 t/j actuellement à 150 t/j en aménageant une nouvelle plate-forme de 2 400 m² dédiée à cette activité ;
- à respecter les volumes de bois déjà autorisés pour le site en limitant le tonnage annuel de déchets de bois reçu par cette plate-forme à 7000 tonnes et le volume maximal de bois susceptible d'y être stocké à 3 000 m³ ;

Considérant que les flux thermiques générés par un potentiel incendie des stockages de bois sur la plate-forme seront maintenus à l'intérieur des limites de propriété de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

Considérant que les déchets de bois broyés seront uniquement destinés à des opérations de valorisation matière et non en valorisation énergétique ;

Considérant que le projet d'extension de l'activité de broyage de déchets de bois broyés ne génère pas de trafic supplémentaire ;

Considérant les différentes modifications apportées au site de l'installation de stockage de déchets non dangereux depuis l'autorisation initiale d'exploitée accordée par l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2008 susvisé ;

Considérant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

DÉCIDE

Article 1 : Décision

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'augmentation de l'activité de broyage de bois au sein de l'installation de stockage de déchet non dangereux située sur la commune de Haut-Bocage (Maillet), lieu-dit Villeneuve, présenté par la société COVED, objet de la demande n° 2021-UDCAP03-KK-002, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de l'Allier.

Moulins, le **12 AOUT 2022**

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général,



Alexandre SANZ